



**Ministère du travail, de l'emploi et de la santé**

**Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat**

**Ministère des solidarités et de la cohésion sociale**

Direction de la sécurité sociale  
Sous-direction des retraites et des  
institutions de la protection sociale  
complémentaire

Bureau 3A

Personne chargée du dossier :

Perrine BOLZICCO

tél. : 01 40 56 79 73

Mail : perrine.bolzicco@sante.gouv.fr

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé

Le ministre du budget, des comptes publics, de la  
fonction publique et de la réforme de l'Etat

à

Monsieur le directeur de la Caisse nationale d'assurance  
vieillesse des travailleurs salariés

Monsieur le directeur de la Caisse nationale d'assurance  
maladie des travailleurs salariés

Monsieur le directeur général de la Caisse centrale de la  
mutualité sociale agricole  
s/c de M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de  
la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire

Monsieur le directeur des retraites à la Caisse des  
dépôts et consignations (SASPA, CNRACL, FSPOEIE,  
IRCANTEC, régime de retraite des mines)

Monsieur le directeur général de la Caisse nationale du  
régime social des indépendants

Monsieur le directeur du Service des retraites de l'Etat  
au ministère du budget, des comptes publics, de la  
fonction publique et de la réforme de l'Etat

Monsieur le directeur de la Caisse d'assurance  
vieillesse, invalidité et maladie des cultes

Monsieur le directeur de la Caisse nationale d'assurance  
vieillesse des professions libérales

Monsieur le directeur de la Caisse autonome nationale  
de la sécurité sociale dans les mines

Monsieur le directeur général de la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires

Monsieur le directeur des ressources humaines de la société ALTADIS

Monsieur le directeur de l'administration du personnel de la Banque de France (service régimes spéciaux de retraite et maladie)

Monsieur le chef de service des ressources humaines de l'Imprimerie nationale

Monsieur le directeur de la Caisse nationale des barreaux français (pour information)

Monsieur le directeur de la Caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la S.N.C.F.

Madame la directrice par intérim de la Caisse de retraites du personnel de la R.A.T.P.

Monsieur le directeur de la Caisse nationale des industries électriques et gazières

Madame la directrice de la Caisse de retraite des personnels de l'Opéra national de Paris

Monsieur le directeur de la caisse de retraite des personnels de la Comédie française

Monsieur le directeur de la Caisse de Prévoyance sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Madame et Messieurs les préfets de région  
Mesdames et Messieurs les préfets de département  
(pour information)

**CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N°DSS/3A/2011/108** du 29 mars 2011 relative à la revalorisation des pensions de vieillesse au 1<sup>er</sup> avril 2011.

NOR :

Classement thématique :

<b>Catégorie</b> : Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.
<b>Résumé</b> : Les pensions de vieillesse du régime général sont revalorisées du coefficient de 1,021 au 1 <sup>er</sup> avril 2011.
<b>Mots-clés</b> : Action sociale, santé, sécurité sociale, assurance vieillesse, revalorisation
<b>Textes de référence</b> : Articles L. 161-23-1 et L. 351-11 du code de la sécurité sociale

Conformément aux dispositions de l'article L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale, les pensions de vieillesse du régime général sont revalorisées du coefficient de 1,021 au 1<sup>er</sup> avril 2011. Ce coefficient est applicable pour les avantages liquidés avec entrée en jouissance antérieure au 1<sup>er</sup> avril 2011.

Il correspond :

- à la prévision d'inflation pour 2011 retenue par la Commission économique de la Nation qui s'est réunie le 29 mars, soit 1,8 % ;

- à laquelle s'ajoute un ajustement positif de 0,3 point au titre de l'année 2010 ; cet ajustement est égal à l'écart entre le taux d'inflation établi à titre définitif par l'INSEE pour 2010 et la prévision initiale pour cette même année ayant servi de base à la revalorisation effectuée au 1<sup>er</sup> avril 2010.

Ce coefficient de 1,021 majore également les coefficients de revalorisation des cotisations et des salaires ayant donné lieu à un versement de cotisations jusqu'au 31 mars 2010, qui servent de base au calcul des pensions de vieillesse dont l'entrée en jouissance est postérieure à cette même date.

Cette revalorisation s'applique à tous les avantages de vieillesse revalorisés conformément aux dispositions de l'article L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale, aux cotisations et salaires relevant de l'article L. 351-11 du code de la sécurité sociale, ainsi qu'aux prestations, cotisations et salaires dont les modalités de revalorisation sont identiques, par renvoi des textes dans leur rédaction en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2011.

Cette revalorisation s'applique aux avantages de vieillesse servis par les régimes spéciaux dont les modalités de revalorisation sont identiques, par renvoi des textes dans leur rédaction en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2011, à celles prévues à l'article L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale.

Nous vous rappelons par ailleurs que le minimum vieillesse des personnes seules bénéficie d'une revalorisation spécifique, conformément aux dispositions du décret n° 2009-473 du 28 avril 2009 : le montant maximum de l'ASPA (allocation de solidarité aux personnes âgées) pour les personnes seules est de 742,27 € par mois à compter du 1<sup>er</sup> avril, soit une augmentation de 33,32 € par mois (+4,69%).

Nous vous demandons de transmettre les présentes instructions aux organismes de votre ressort débiteurs des prestations mentionnées ci-dessus.

Pour le Ministre du travail, de l'emploi et de la  
santé


Le directeur de la sécurité sociale



Dominique LIBAULT

Pour le Ministre du budget, des comptes publics  
de la fonction publique et de la réforme de l'Etat

Le directeur de la sécurité sociale



Dominique LIBAULT